

La voix de l'Opposition de gauche

PSA. Remettre les pendules à l'heure.

26 juillet 2012

Non, PSA ce n'est pas vous, c'est la famille Peugeot et les actionnaires !

Comment remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction ? En commençant par remettre les choses et chacun à sa place.

Le bilan d'une entreprise, sa gestion, sa stratégie de développement, ses gains ou ses pertes, ses parts de marché, etc. ce n'est pas notre affaire puisqu'elle ne nous appartient pas.

Les usines et les bureaux, les machines et les outils, rien ne nous appartient.

Et c'est bien pour cette raison que nous en sommes là !

Si tout nous appartenait, si nous produisions pour satisfaire les besoins de la population au lieu d'être guidé par des intérêts comptables privés, la question des salaires, des conditions de travail et de l'emploi serait réglée.

C'est bien parce que rien ne nous appartient que nous en sommes là.

Dès lors la question qui se trouve posée consiste à savoir qu'est-ce qu'il faut faire pour remédier définitivement à cette situation, mettre fin à l'anarchie qui règne dans la production, mettre fin à la surcapacité des installations et à la surproduction, mettre fin aux salaires de misère, aux conditions de travail difficiles ou insupportables, à la menace permanente de la sanction ou pire, du licenciement, du chômage.

En réalité, la famille Peugeot n'a rien produit elle-même, elle ne devrait rien posséder, surtout pas le droit de disposer de l'emploi et de la vie des générations d'ouvriers et de cadres qui ont fait sa richesse.

Si la famille Peugeot et maintenant les actionnaires se sont enrichis sans produire la moindre richesse, comment ont-ils fait ?

Ils ont passé un accord avec les banquiers qui leur ont accordé des prêts pour se développer, les banquiers ont créé de l'argent pour leur remettre conformément au privilège que leur accorde l'Etat moyennant le versement d'intérêts. Mais l'argent ne produit pas de richesse pas plus qu'un banquier. Effectivement, c'est uniquement l'association des travailleurs manuels et intellectuels au sein de la production qui a créé ces richesses, qui a produit ces voitures, qui par l'emploi de leur force de travail ont produit de la plus-value ou du profit. C'est donc uniquement en exploitant la force de travail de générations d'ouvriers que la famille Peugeot s'est enrichie, en leur extorquant légalement une partie de leur travail.

Le capital accumulé et qui fait la richesse des capitalistes n'a pas d'autres origines aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, que la confiscation, la spoliation légal du produit du travail de

générations et générations d'ouvriers en bleu de travail, en blouse grise ou en col blanc par une minorité d'exploiteurs assoiffés de profit et de pouvoir.

L'accumulation primitive du capital est un mythe forgé au XIXe siècle par les Maîtres des Forges et démonté par Karl Marx, pour justifier les rapports existant entre les classes, l'ordre établi avec lequel se confond leur condition de classe dominante dictant à la classe dominée quel sort l'attend.

Cet ordre établi a pris la forme d'une alliance des propriétaires des moyens de production, des banquiers et de l'Etat qui sur le plan juridique garantit leurs droits à exploiter la main d'oeuvre ouvrière manuelle et intellectuelle, à s'enrichir sur son dos dans des conditions conformes aux lois qui ont été adoptées spécialement à cet effet, voilà en quoi consistent leurs privilèges exorbitants.

Ces privilèges sont donc le produit arbitraire d'une injustice qui consiste à décréter légitime de tirer profit de l'exploitation du travail d'autrui et de disposer du sort des producteurs comme à l'époque du Moyen-Age, des monarques et des seigneurs qui disposaient de leurs sujets.

Ce sont ces privilèges illégitimes qu'il nous faut abattre, de la même manière que la bourgeoisie avait liquidé les privilèges de la monarchie et de la noblesse lors de sa révolution au XVIIIe siècle. Mais elle n'y est parvenue qu'en abattant l'Etat qui juridiquement légitimait leurs privilèges, il lui fallu faire une révolution pour en venir à bout (de l'appareil de l'Etat féodal) afin de se doter d'un nouvel Etat, de nouvelles institutions qui légifèreraient conformément à ses besoins. Voilà le chemin que nous devons emprunter aujourd'hui si nous voulons que nos besoins et aspirations puissent être satisfaits.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions, la Constitution, représentent les intérêts d'une seule et même classe, ceux des privilégiés qui détiennent les moyens de production, l'argent accumulé dans des coffres et qu'ils ont volé à des générations de travailleurs par des moyens légaux.

C'est cette légalité qu'il nous faut renverser pour venir à bout de ces privilèges.

Dès lors se trouve posé la nécessité d'exproprier sans indemnité ou rachat les patrons, les actionnaires et les banquiers qui n'ont jamais produit un centime de richesse, nous leur dénierons même le droit de formuler une exigence, mais cela demeurera impossible à mettre en oeuvre au plan national aussi longtemps qu'ils bénéficieront de la protection juridique et policière de l'Etat, il faut donc au préalable ou simultanément se débarrasser de cet Etat qui a été fondé uniquement pour servir leurs intérêts de classe, et créer notre propre Etat sur la base de nos besoins.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, ont réussi à conserver leurs privilèges et leurs pouvoirs parce qu'ils disposent de partis politiques qui incarnent leurs intérêts au sein de l'Etat, des institutions, principalement le parti de l'ordre, l'UMP et son supplétif le PS flanqué de ses satellites. C'est par le biais de ces partis qu'ils exercent leur pouvoir.

Donc, si nous voulons mettre fin à leurs privilèges et leurs pouvoirs il nous faut construire un parti ouvrier qui incarne la fin ou la chute de ce régime, qui organise les travailleurs dans cette perspective politique et mène résolument ce combat jusqu'au bout.

La question qui est posée par l'annonce d'un vaste plan antisocial chez PSA est : qui produit les richesses, détient le pouvoir, quel Etat ou gouvernement décidera de mettre fin aux privilèges et aux pouvoirs des capitalistes, décrètera l'interdiction des licenciements, notamment.

Cela nous ramène à une question fort simple : soit les capitalistes conservent leurs privilèges et ils conservent leur capacité de nuisance sur la société, de disposer de nos vies comme de vulgaires marchandises, soit on leur confisque et nous prenons notre sort entre nos mains en reconstruisant la société conformément à nos besoins et aspirations.